République Française - Département du Rhône - Elections législatives 21 mars 1993
1re circonscription (Etats-Unis Cazeneuve/Grand Trou/Moulin à Vent/ Gerland/Perrache/Lyon 5e/Gorge de Loup)

ensemble pour des solutions nouvelles



Pascal Brula

Candidat suppléant, 37 ans
Ingénieur géologue

Guy Front

Candidat titulaire, 55 ans
Cadre à France Télécom
Conseiller d'arrondissement

Présentés par le Parti Communiste Français

IL FAUT QUE LES FORCES PROGRESSISTES REAGISSENT

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le pouvoir en place a fait naître beaucoup de déceptions.
Chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles pour ceux qui vivent de leur travail.
Comme vous, nous sommes inquiets de la montée du chômage, des injustices, des exclusions, de l'insécurité, des conflits et des risques de conflits dans le monde.
Comme vous, nous n'acceptons pas qu'il y ait plus de 23 000 chômeurs à Lyon et 2 600 "bénéficiaires" du RMI.
Comme vous, nous disons que tout cela n'est pas fatal, et comme vous, nous estimons que la première priorité est - selon le mot de l'Abbé Pierre - d'"assurer à chacun un revenu par un emploi".

.../...

.../...

Dans ce pays avec ses richesses (trop souvent gaspillées et accaparées), ses hommes, ses traditions de cœur et de progrès, il est possible de conduire une autre politique de progrès social et humain, qui soit faite pour l'homme et avec lui.
Pour cela il faut débattre ensemble, nous rassembler et agir.
C'est à cela que nous appelons les électeurs communistes, socialistes, écologistes, les jeunes électeurs qui n'ont pas encore voté, et tous les progressistes lyonnais.
Avec vous, nous voulons apporter notre contribution à cette perspective. Dès aujourd'hui.
Nous devons peser fort dans le débat national, dans le débat lyonnais, concrètement pour l'emploi, la santé, les équipements collectifs, notre environnement.
Nous voulons contribuer à battre ici la droite et l'extrême-droite. Car nous ne sommes ni partisan du pire, ni de l'alliance avec le pire.
Nous voulons affirmer l'exigence d'une autre politique. Avec vous. Il y a urgence. Mais c'est possible.
Notre candidature est à votre disposition pour dire cela.

Guy FRONT - Pascal BRULA

PRIORITÉ DES PRIORITÉS : L'EMPLOI

Des mesures immédiates :

- Impulser une nouvelle croissance en inversant les choix actuels qui privilégient la spéculation financière au détriment de l'investissement créateur d'emplois.
- Relever les salaires, retraites et allocations, rétablir la justice fiscale : une majorité d'emplois est en effet tributaire de la consommation des ménages.
- Appliquer la nouvelle loi* pour l'emploi adoptée fin 92 à l'initiative des députés communistes, interdisant tout plan de licenciement sans reclassement et en contrôlant les fonds publics (235 milliards de F) versés aux entreprises pour l'emploi et la formation.
- Aller vers la semaine de 35 heures sans diminution de salaire (création de 500 000 emplois pour une réduction de 2 heures sur 5 ans)
- Augmenter le temps de formation continue dans les entreprises, de 3,2 % à 10 % (sur 5 ans, création de 500 000 emplois).
- Réhumaniser et répondre aux besoins dans les services publics (SNCF, TCL, PTT, hôpitaux, éducation nationale, maisons de retraites...) par la création d'emplois utiles et la revalorisation des professions. Transformer les emplois précaires en postes stables et qualifiés.

* Mme Isaac-Sibille, députée sortante, a voté contre

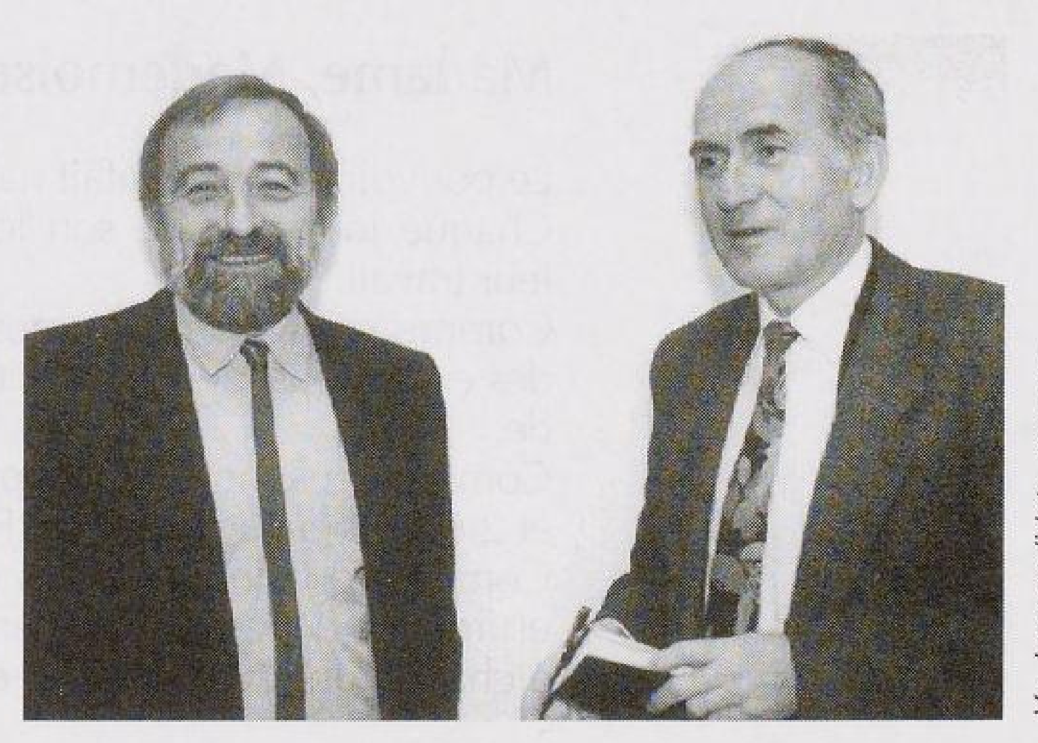
AUTRE PRIORITÉ : LA SÉCURITÉ SOCIALE

Instituée par une ordonnance en date du 4 octobre 1945 et signée par le ministre communiste Ambroise-Croizat, l'organisation de la Sécurité Sociale basée sur le principe de la solidarité n'a pas d'équivalent au monde. Tous les pays nous l'envient. C'est une grande conquête du progrès humain.

Des moyens pour conserver une bonne Sécu, il y en a :
- 100 000 emplois créés = 7 milliards de F
- 1 % d'augmentation des salaires = 9 milliards de F
- Taxer les revenus financiers comme nos salaires = 65 milliards de F

1200 milliards de profits en 1992 pour les 150 premières entreprises françaises.

Ainsi on pourra :
- maintenir la retraite à 60 ans et le système de retraite par répartition (solidarité) contre la capitalisation préconisée par la droite.
- maintenir et moderniser tous les hôpitaux lyonnais menacés par la réforme hospitalière (PS) et le "Plan Noir" (droite).



Guy FRONT en compagnie de Charles FITERMAN qui lui a apporté son soutien. Avec lui et avec d'autres personnalités de gauche, de diverses sensibilités, il est signataire de l'"Engagement pour changer à gauche".

Vu, les candidats - IOV 69200®